



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Jean Monnet, « l'Inspirateur »

Sans avoir jamais été ministre, cet ancien négociant en cognac passé par la Banque et les grandes organisations internationales fut l'un des bâtisseurs de l'Europe.

« Il n'y a pour les peuples d'Europe d'autre avenir que dans l'union ». Cette conviction-là, Jean Monnet la fit sienne très tôt, bien avant la naissance officielle de la Communauté Européenne, en mars 1957. Dès la Première Guerre mondiale, cet enfant de l'un des plus prestigieux terroirs de France imagina d'arrimer solidement le destin de nations que tout semblait opposer. L'idée devait ressurgir en 1939 et à nouveau au début des années 1950, ouvrant la voie au Traité de Rome. Le général de Gaulle, qui se méfiait de lui autant que de l'Europe mais qui savait parfaitement à quoi s'en tenir sur son rôle, le surnomma d'ailleurs, un jour de colère, « l'inspirateur ». A ses yeux, c'est bien cet homme à la petite

moustache qui se trouvait derrière l'idée d'Europe.

Rien ne prédestinait Jean Monnet à devenir l'un des « pères fondateurs de l'Europe. » Rien sinon, peut-être, sa carrière. Du Cognac à la finance internationale puis à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), elle lui donna une claire conscience des réalités nationales mais aussi une vraie vision internationale, le convainquant très vite de la nécessité d'œuvrer au rapprochement des peuples. Né à Cognac en 1888, Jean Monnet est le fils d'un négociant en cognac. C'est sous le signe de cette divine liqueur que Jean Monnet commence son étonnante carrière. Incapable de rester en place, ayant horreur de l'école et des spéculations - peu attiré par les livres, il aura



toujours beaucoup de mal à rédiger - mais d'une intelligence concrète et d'une surprenante ténacité, il demande à son père, alors qu'il vient d'avoir 16 ans, de l'envoyer à l'étranger pour le compte de la société familiale. Ce sera Londres d'abord, puis le Canada et, de là, les Etats-Unis, et plus tard l'Egypte et la Russie. Cette période de sa vie est décisive : outre une maîtrise parfaite de l'anglais, très rare à l'époque pour un Français, elle lui donne une profonde connaissance de la mentalité anglo-saxonne, qui jouera un rôle clé par la suite, et une grande ouverture d'esprit sur le monde que bien peu de ses contemporains partagent. Dès cette époque en fait, Jean Monnet a compris que la France, fût elle encore une grande puissance, est loin d'être le centre du monde et que les Etats-Unis, avec leur formidable dynamisme, leur optimisme et l'extrême mobilité sociale qui les caractérise, sont sur le point de jouer un grand rôle dans les affaires du monde. En Angleterre et en Amérique, Jean Monnet noue également de précieuses relations. Chargé d'expédier des cargaisons entières de Cognac, il acquiert en outre une grande connaissance en matière d'affrètement de navires.

Elles vont donner à sa carrière une orientation totalement inattendue. Nous sommes en septembre 1914. Rentré en France et réformé en raison de sa santé fragile, Jean Monnet obtient, par l'intermédiaire d'une connaissance de son père, d'être reçu par René Viviani, le président du Conseil, puis par le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand. A 28 ans, le jeune négociant en cognac y va au culot : aux deux hommes, il décrit l'immense gâchis que représente l'utilisation désordonnée des flottes marchandes anglaise et française - qui l'a frappé lors d'un passage à Bordeaux - et la nécessité de créer un pôle maritime franco-anglais pour optimiser les transports de vivres et de munitions. Impressionné, Alexandre Millerand l'envoie à Londres où, fort de ses contacts avec les milieux d'affaires et maritimes anglais, il devient officiellement le représentant de la France au sein des instances de coordination des ressources alliées. Une tâche pour laquelle il déploie une énergie considérable - il est l'un des plus chauds partisans d'une coordination maximale et parvient à rallier à ses vues les Anglais puis les Américains - et qui le fait entrer en contact avec un milieu qu'il ne cessera plus de fréquenter : ce-



lui des ministres, des hauts fonctionnaires et des lawyers anglo-saxons. De cette période, il tire une leçon qui le suivra toute sa vie et qui explique son futur projet européen : la nécessité de s'unir pour être plus fort.

La Seconde guerre mondiale allait lui permettre de franchir une nouvelle étape dans cette voie. Mais pour l'heure, d'autres horizons attendent Jean Monnet. En 1919, grâce à ses relations dans les milieux politiques français et anglais, il est nommé secrétaire général adjoint de la Société des Nations (SDN) où il a plus particulièrement en charge le suivi technique des dossiers. Ces fonctions accentuent le profil international qui est le sien. Mais, déçu par la SDN dont l'impuissance le révolte, il démissionne de son poste en 1923 et, après un bref passage par Cognac pour remettre sur les rails l'affaire familiale mal en point, entame une nouvelle carrière, de banquier d'affaires cette fois. Outre-Atlantique en effet, on n'a pas oublié ce Français d'une efficacité redoutable, qui parle parfaitement anglais et qui comprend si bien la mentalité anglo-saxonne. En 1924, la banque américaine Blair & Co lui confie la direction de

l'ensemble de ses affaires européennes. A ce titre, il supervise nombre de dossiers d'investissements de part et d'autre de l'Atlantique. Il joue également un rôle essentiel lors de la stabilisation du franc par Poincaré, en 1926, en se faisant l'émissaire des milieux officiels de Washington sur les questions liées aux concours américains à la stabilisation et au règlement des dettes.

Durant tout l'entre-deux guerres, Jean Monnet ne cesse de voyager, notamment en Pologne et en Roumanie où, pour le compte de Blair & Co, il procède au lancement de grands emprunts internationaux et à la stabilisation des monnaies locales. Au début des années 1930, la SDN fait appel à ses compétences de grand banquier pour créer en Chine, dirigée alors par Tchang Kai-Chek, un consortium bancaire international chargé de financer les projets économiques du « généralissime ». Dès cette époque, Jean Monnet a presque totalement perdu le contact avec la France dont les milieux diplomatiques, qui le soupçonnent d'être à la solde des Américains, voient d'un mauvais œil ses initiatives en Chine. En 1936, il s'installe d'ailleurs à New York. Pour des raisons



professionnelles autant que privées. Au début des années 1930, Jean Monnet a en effet rencontré Silvia de Bondini, l'épouse d'un diplomate italien. La loi italienne interdisant le divorce, Jean Monnet a dû vivre sa passion de manière clandestine et dépenser beaucoup d'argent pour contrer les procédures judiciaires lancées à l'encontre des deux amants. En 1934, une solution a finalement été trouvée, en URSS, seul pays acceptant les mariages de ressortissants étrangers non divorcés. Pour cela, Silvia de Bondini a dû prendre la nationalité soviétique. L'affaire a laissé derrière elle un parfum de scandale que Jean Monnet compte bien faire oublier de l'autre côté de l'Atlantique.

C'est là que le surprend la Seconde Guerre mondiale. Installé provisoirement en France, il est nommé, comme en 1914, à la tête du comité de coordination visant à mettre en commun, depuis Londres, les capacités de production françaises et anglaises. Lorsque les Allemands lancent leur offensive en France, en mai 1940, il est l'un des principaux artisans de cet étonnant projet de fusion entre l'Angleterre et la France visant à faire bloc face à l'Allemagne. Le projet, bien sûr, ne voit pas

le jour. Mais une fois de plus, Jean Monnet a plaidé ardemment la carte de l'union. C'est également à cette occasion qu'il fait la connaissance du général de Gaulle. Le contact, entre les deux hommes, passe mal. Jean Monnet se méfie en effet de ce général au nationalisme exigeant en qui il voit un futur dictateur. De son côté, le général n'apprécie guère cet « internationaliste » trop proche à son goût des Américains. Ils sont pourtant d'accord sur l'essentiel : la nécessité de poursuivre la lutte, la dimension planétaire de la guerre et le rôle qu'y joueront bientôt les Etats-Unis.

Les Etats-Unis. Après la défaite de la France, Jean Monnet y est envoyé par le gouvernement anglais - qui a accepté ses offres de services - pour y négocier l'achat de fournitures militaires. Surprenante situation que celle de ce représentant d'un pays vaincu et désormais occupé par les Allemands travaillant pour les Anglais aux Etats-Unis. Fort de ses contacts dans l'administration Roosevelt - des contacts qui remontent à la Première Guerre mondiale, à la SDN et à son long passage au sein de la banque Blair & Co - Jean Monnet est l'un de ceux qui parviennent à convaincre le



président des Etats-Unis, obligé de composer avec une opinion isolationniste, de livrer armes et équipements à l'Angleterre puis, après 1941, de mettre en place une organisation planifiée de l'industrie de guerre, le fameux « Victory program ». Jusqu'en 1945, il a ainsi en charge, au sein de ce dernier, de la coordination de l'effort de guerre entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Proche de Roosevelt qui l'apprécie et lui fait confiance, il joue également un rôle important à Alger à partir de 1943. Le président l'y a envoyé pour se faire une opinion sur de Gaulle - en qui il voit lui aussi un futur dictateur - et, surtout, pour soutenir son grand rival alors favori des Américains, le général Giraud. « Cet homme doit être détruit dans l'intérêt des Français et des Alliés », écrira Jean Monnet au président, parlant du général de Gaulle dont l'arrogance et le nationalisme ombrageux lui sont décidément insupportables ! Pourtant, Jean Monnet évite de s'opposer publiquement à l'homme du 18-Juin lorsque celui l'emporte finalement sur Giraud, se posant en chef incontesté de la France libre. Membre du Comité français de Libération nationale institué pour coordonner l'effort de guerre entre les Français de

Londres et ceux d'Alger, il rentre en France en 1944 où il est chargé d'évaluer les besoins du pays. Grâce à ses contacts avec l'administration américaine, il négocie avec les Etats-Unis les premiers prêts et les premiers accords de crédit.

Ses compétences, son sens de l'organisation, sa capacité à coordonner des intérêts souvent divergents, et même ses contacts américains - très utiles à l'heure de la reconstruction - lui valent d'être nommé, en 1945, par le général de Gaulle lui-même, à la tête du tout nouveau Commissariat au Plan. Considéré comme le « père de la planification à la française » - une idée qui remonte cependant aux années 1930 - il écarte le modèle de planification autoritaire telle qu'elle est pratiquée en Union Soviétique pour une planification plus souple fondée sur la définition de priorités et la modernisation des capacités de production. Il occupe ce poste jusqu'en 1952.

C'est alors, vraiment, qu'il commence à élaborer son grand projet européen, une idée sur laquelle il a commencé à travailler à Alger en 1943 avec quelques proches comme René Mayer, Robert Marjolin, Hervé Alphand et Etienne Hirsch. Limi-



tation des souverainetés nationales, lutte contre le protectionnisme, subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général, nécessité de faire aller de paire réformes sociales et modernisation économique... Tous les grands principes fondateurs de l'Europe sont élaborés à ce moment. Ils sont le fruit de l'épouvantable cataclysme qui s'est abattu sur l'Europe mais aussi du parcours de Jean Monnet depuis 1914. Etonnant Monnet ! Sans jamais être ministre, il parvient à faire progresser ses idées. L'acte déclencheur sur situe au début des années 1950 lorsqu'il apparaît que l'Allemagne se relève beaucoup plus vite que prévu, et surtout beaucoup plus vite que la France, faisant craindre à certains une guerre de revanche. S'y ajoute la guerre froide qui, aux yeux de Jean Monnet, nécessite d'ancrer solidement l'Allemagne dans le camp occidental. Aux yeux de l'ancien banquier d'affaires, c'est à la France de prendre l'initiative. En 1950, alors qu'il est encore Commissaire au Plan, il conçoit un vaste projet visant à mettre en commun le charbon et l'acier, les deux principales sources de l'industrie de guerre. Ce sera la fameuse Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)

qui voit le jour en 1951 et qui réunit non seulement la France et l'Allemagne, mais aussi l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, et Luxembourg. Dans l'affaire, la chance de Jean Monnet aura été bénéficié de l'appui sans réserve de Robert Schuman, catholique fervent et europhile convaincu, qui occupe le poste de ministre des affaires étrangères de 1948 à 1955. Sans lui, rien, sans doute, n'aurait été possible.

Nommé à la tête de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Jean Monnet veut désormais aller plus loin. Malgré l'hostilité d'une partie de la classe politique française - gaullistes et communistes en tête -, il pense désormais à une union non plus seulement économique, mais politique et militaire : ce sera la Communauté européenne de défense (CED) dont il le concepteur mais que le parlement rejette en 1954. Déçu par cet échec, Jean Monnet décide alors d'œuvrer par ses propres moyens pour la cause européenne. En 1954, il fonde le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe. Véritable « think tank », il compte des relais dans les milieux politiques - notamment de la gauche socialiste - intellectuels



et syndicaux dans tous les pays d'Europe et peut se prévaloir de près de six millions de sympathisants. Prônant une fédération européenne, partisan de placer le siège des communautés européennes dans un district fédéral échappant aux souverainetés nationales, le Comité est directement à l'origine du Traité de Rome instituant la Communauté européenne (1957).

Jean Monnet animera le Comité jusqu'en 1975, date à laquelle il prend sa retraite définitive dans sa maison d'Houjarray, près de Montfort-l'Amaury. C'est là qu'il meurt en 1979, à l'âge de 90 ans. Ses cendres sont transférées au Panthéon en 1988.

Tristan GASTON-BRETON,

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com